

## La voix de l'Opposition de gauche

La SFIO et le PC tels qu'ils étaient en 1939-40.

**24 juillet 2012**

Selon Jean-Pierre Chevènement le gouvernement de Vichy n'était « *ni la République ni la France* », c'était quoi alors ? Un Etat ectoplasmique ? L'Etat français pour reprendre l'expression de l'époque (la négation de la République française), il ne relevait pas de la génération spontanée tout de même, il est bien sorti de quelque part, il a bien été précédé par quelque chose, il y avait bien un gouvernement, des députés, des sénateurs en France avant. Non, Pétain n'a pas pris le pouvoir par un coup d'Etat, on lui a remis tranquillement le pouvoir, de la même manière qu'Hitler accéda au pouvoir en Allemagne.

Le régime de Vichy a été le produit de la faillite du Front populaire, de la IIIe République, de la coalition de l'Alliance démocratique (Lebrun, président de la République), du Parti radical (Daladier, ministre de la Défense), de la SFIO (Blum) et du PC (Thorez) ayant conduit Pétain et Laval au pouvoir et qui concluront un pacte infâme avec Hitler. L'Etat du capital sous une forme peu amène, détestable, c'est cela qui vous dérange monsieur Chevènement ? Mais il est à mettre à l'actif de votre parti, le PS, le MRC en est qu'un appendice moribond.

Que cela ne tienne, en 44-45 sous la direction de de Gaulle, la même alliance reconstituée au sein du CNR (Conseil national de la résistance) et flanquée des syndicats (CGT et CFTC) (le MRP gaulliste remplacera l'Alliance démocratique et le Parti radical) reprendra du service, l'Union nationale s'inscrivant dans la continuité du Front populaire. Signalons qu'un bon nombre de ministres et collaborateurs de de Gaulle en 45 auront été des vichystes pendant la guerre sans que cela ne gêne ni les uns ni les autres, un détail.

Un rappel utile. Les mains sales. Notez bien, AVANT que Lebrun nomme Pétain en remplacement de Paul Reynaud.

1- Le 18 novembre 1939, un décret est adopté portant sur les mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale et la sécurité publique entraînent l'internement administratif.

Le décret-loi du 9 avril 1940, présenté au président de la République par le ministre SFIO Albert Sérol (J.O. du 10 avril 1940), prévoyant la peine de mort pour propagande communiste, l'assimilant à la propagande nazie, accentue les dangers.

Un tableau synthétique des mesures de répression contre les communistes, établi au 1er mars 1940, fait état de 10 550 perquisitions, 3 400 arrestations, 489 internés administratifs et 100 condamnations par les tribunaux militaires dont 14 condamnations à mort.

En avril-mai, une deuxième vague de répression fera grossir le nombre des internés d'au moins 160 (Wikipedia.org)

2- ... les communistes français votent à l'Assemblée les crédits de guerre le 2 septembre 1939. (Wikipedia.org)

La SFIO a eu son 4 août 1914, le PC son 2 septembre 1939.

Il est vrai qu'en se trimballant un passé aussi "*glorieux*" derrière soi, on a du mal à l'assumer, on préfère réécrire l'histoire.

Pour ceux que cela intéresse, je vous mets un lien vers la séance de l'Assemblée nationale du mercredi 10 juillet 1940 au cours de laquelle la *Loi constitutionnelle du 10 juillet 1940* a été adoptée, loi qui consistait à donner les pleins pouvoirs à Pétain.

En voici le contenu, elle ne comportait qu'un seul article :

Article unique

« L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français.

Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie.

Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. ». Fin.

• [Au format pdf, 20 pages, origine : Assemblée nationale.](#)

Quand on en arrive là, excusez-moi, mais peu importe qui a participé à cette séance, qui a participé à ce vote, qui a voté pour ou contre cette loi, toute justification est superflue et insoutenable au regard des mesures (répressives ou dictatoriales) qui ont été prises au cours des mois ou des deux années qui l'ont précédé. Le seul fait de participer à cette Assemblée avait valeur de culpabilité à nos yeux.

Nous demeurerons fidèle à nos principes jusqu'au bout : aucun compromis avec l'ennemi que nous combattons à mort !

Non, je ne suis pas enragé, je suis tout ce qu'il y a de plus normal et d'excellente humeur, les dérangés sont plutôt ceux qui s'accommodent de collusions avec l'ennemi et qui les camouflent ou les justifient au nom de principes qu'ils trahissent en réalité, mais peut-être n'ont-ils pas eux-mêmes l'esprit tranquille, je les soupçonnerais bien d'avoir le même état d'esprit que ces parlementaires...

Rompez avec le PS et ses satellites, avec les appareils des syndicats, avec les institutions, ensuite nous verrons s'il y a lieu de réviser notre appréciation à votre égard. Nous sommes des humanistes, nous sommes prêts à vous accorder la rédemption si vous renouez sincèrement avec le socialisme, la révolution socialiste pour être plus précis. Entre nous, je n'arrive même plus à les prendre au sérieux, ils se sont trop fourvoyés à mes yeux.

Nous sommes durs en négociation, direz-vous, pire que cela : intraitable, implacable, féroce !

Vaincre ou périr, n'était-ce pas l'enjeu à cette époque pour des millions et millions, n'était-ce pas le défi que nous avons à relever aujourd'hui sans attendre, alors qu'un homme, une femme ou un enfant meurt de faim ou de sous-alimentation quelque part dans le monde toute les 5 secondes ? Vous voyez, ce n'est pas nous qui ne vous laissons pas le temps de réfléchir à la bonne réponse, c'est la vie tout simplement telle qu'elle est dans le vieux monde.

**Les états d'âme de Chevènement (notamment) nous donne envie de gerber en vérité !**